

Jean-Claude Caron

**Emmanuel de Waresquiel, *L'histoire à rebrousse-poil. Les élites, la Restauration, la Révolution*, Fayard, 2005, 190 p. ISBN : 2-213-62532-8. 14 euros.**

---

**Avertissement**

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

Référence électronique

Jean-Claude Caron, « Emmanuel de Waresquiel, *L'histoire à rebrousse-poil. Les élites, la Restauration, la Révolution*, Fayard, 2005, 190 p. ISBN : 2-213-62532-8. 14 euros. », *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle* [En ligne], 33 | 2006, mis en ligne le 03 novembre 2008. URL : <http://rh19.revues.org/index1153.html>  
DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848  
<http://rh19.revues.org>  
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://rh19.revues.org/index1153.html>  
Ce document est le fac-similé de l'édition papier.  
Tous droits réservés

## COMPTES RENDUS

Emmanuel de WARESQUIEL, *L'histoire à rebrousse-poil. Les élites, la Restauration, la Révolution*, Fayard, 2005, 190 p. ISBN : 2-213-62532-8. 14 euros.

Voilà l'un des livres les plus stimulants écrits sur la Restauration. Et, si l'on n'est pas obligé d'en partager toutes les analyses, il force l'amateur comme le spécialiste à réfléchir sur des mots-clefs du vocabulaire politique utilisés par les historiens sans les soumettre à une suffisante interrogation préalable. En un sens, l'ouvrage répond aux souhaits exprimés par Maurice Agulhon dans *Histoire et politique à gauche* (voir le chapitre 2, « Comment se choisit le langage »). En moins de deux cents pages, dans ce qui ressemble davantage à un essai qu'à un ouvrage de recherche, Emmanuel de Waresquiel entend réfléchir à la position des élites sous la Restauration et à leur relation à la Révolution. Plus exactement, l'une de ses interrogations pourrait être formulée ainsi : comment poser la question des élites, de leur système de représentation, dans un pays marqué par la « parlementarisation progressive des esprits et des pratiques politiques » ? On peut encore tourner la question d'une autre manière, en observant comment concilier le principe d'égalité et celui de promotion d'une élite sociale. Autrement dit, la question de l'héritage politique de la Révolution ne cesse de hanter les débats de la Restauration, entre constat d'un monde définitivement disparu (l'Ancien Régime) et nécessité d'en inventer un autre, mais qui tienne compte – jusqu'à quel point ? – des apports révolutionnaires, et qui satisfasse cette nouvelle venue qu'est l'opinion publique (le rapport entre l'état social et l'esprit du temps, analyse Guizot). L'affirmation du libéralisme d'une part, et la persistance d'un activisme politique passant par la société secrète, le complot, voire le régicide d'autre part, rendent les positions médianes difficiles à tenir. Ajoutons que si 1814 et, au bout de la chaîne, 1830 peuvent être vécus comme des « révolutions de palais », 1815 et les Cent-Jours apparaissent comme une véritable « révolution culturelle ». La dernière partie de l'ouvrage analyse précisément comment les Cent-Jours constituent un excellent laboratoire d'épistémologie d'un événement relevant de la catégorie de « crise ».

Il ne s'agit pas seulement d'un affrontement générationnel (entre ceux qui ont connu et ceux qui n'ont pas connu la Révolution), mais d'un affrontement entre deux conceptions du gouvernement du peuple et de la place dévolue aux élites pour cela. On sait que, pour une part influente de ces élites (les doctrinaires), le temps de la souveraineté de la raison est arrivé, un temps incarné par la capacité, autrement dit l'idéal du citoyen-proprétaire. Mais le peuple, précisément, demeure un objet flou, aux contours mal définis. D'où découle une vaste question, au cœur de la problématique ici envisagée : qu'est-ce que le social, en particulier pour les élites, au sortir des années 1789-1815 ? Tous en parlent à leur manière, mais souvent encore en usant des cadres anciens. Et si on trouve des exceptions, elles se font rares. Car penser le social demeure bien l'exception : et si on peut évoquer la « peur sociale » comme vecteur de fusion entre les élites, ne vaudrait-il pas mieux parler de la peur *du* social ?

Emmanuel de Waresquiel montre avec pertinence comment, sous la Restauration, les mots de légitimité et de souveraineté sont marqués par un affrontement difficilement soluble. Dans une France gouvernée par un roi incarnant les deux principes, une fusion non contredite par une constitution, la Charte de 1814, établissant une monarchie limitée plus que constitutionnelle ou parlementaire, que devient alors la notion de représentation ? Pour Royer-Collard, il s'agit d'une fonction, non d'un droit, une simple consultation qui ne rend pas le souverain dépendant de son résultat. Dans le cas inverse, le régime se fait république. Au fond, comme le démontre ce suggestif ouvrage, Louis XVIII s'accommode fort bien de la destruction du système d'Ancien Régime, conscient qu'il est du renforcement de la souveraineté du roi que lui donne la Charte. La rupture est donc totale avec un Montlosier, qui revendique le rôle de dépositaire des anciennes institutions, vues comme autant de contrepoids. Même si les ultras (Frénilly, Vitrolle) exaltent la nécessité de restaurer « les libertés », la Charte s'impose comme un garde-fou nécessaire, en attendant mieux. Toutefois, s'il convient de limiter l'influence idéologique qu'ont pu avoir un Maistre ou un Bonald, il faut aussi s'interroger sur l'effondrement des élites « naturelles » : ne gardent-elles pas des positions fortes ? Et comment juger de l'assimilation des noblesses, ancienne et d'Empire ?

Il faut, comme le formule l'auteur, « réinventer la société », ce qui ne va sans générer, continue le même, « une atmosphère de lutte de classes entre anciennes et nouvelles élites » au début de la Restauration. Reprenant les débats sur le traumatisme des Cent-Jours, la « guerre des races » qui surgit alors, liée à l'émergence de l'histoire comme discipline nouvelle, parce qu'enfin autonome, le deuil et le châtement qui seuls peuvent permettre l'expiation de la Révolution, Emmanuel de Waresquiel dresse un portrait saisissant de ces années. Reste que le mot de « haine » pour caractériser le comportement des anciennes élites envers les nouvelles peut sembler excessif. Il y a bien

des arrangements, des cohabitations possibles, au pire une indifférence réciproque, qui ne débouchent pas forcément sur la haine. Le débat autour de l'idée de patrie et de celle de patriotisme est particulièrement sensible, surtout entre ceux qui sont partis (émigrés) et ceux qui sont restés. Les positions tendent alors à la caricature de l'autre, dans une violence verbale d'autant plus marquée qu'elle se greffe sur l'idée d'un régime « rentré dans les fourgons de l'étranger ». Les combats politiques entre les élites de la Restauration s'inscrivent dans une lecture et un discours fondés sur l'historicisation d'événements encore chauds, voire brûlants. Tous les projets de fusion des élites, par la pairie ou à la Cour, se heurtent, par exemple, à la volonté de privilégier une aristocratie foncière modélisée, quitte à en recréer une (ou à tenter de le faire, via le majorat et le droit d'aînesse), seule dépositrice de la légitimité. La progressive identification de la monarchie à l'ultracisme explique en grande partie sa chute. Parallèlement, mais pas contradictoirement, l'allégeance des élites (de toutes les élites) à l'État et à son service (ce que Prosper Duvergier de Hauranne nomme le « fonctionnarisme ») s'impose ou plutôt se perpétue, héritage napoléonien le moins remis en cause.

La finesse d'analyse de cet ouvrage provoque, par réaction, des questionnements quant à l'écriture même de l'histoire. Après tout, le titre de l'ouvrage est un hommage rendu à Walter Benjamin. Emmanuel de Waresquiel interroge donc, en historien qu'il est, les historiens sur leur rapport au questionnement de la source, sur l'emploi de mots-valeurs utilisés comme des acquis définitivement fixés, sur le jeu des temporalités. Car, les « héros » de ce livre, dont certains des plus hauts penseurs ou politiques du temps, doivent en permanence naviguer entre un présent incompréhensible, l'expérience d'un passé (vécu ou non, peu importe) lourdement présent, et l'affirmation d'un futur envisagé comme une finalité. Où l'on en revient à 1815 et aux Cent-Jours, période perçue par Emmanuel de Waresquiel comme la matrice d'interprétation de la Restauration, matrice fixant à tout jamais celle-ci dans le camp de la réaction. On nous permettra de citer une phrase de la conclusion de l'ouvrage : parlant de l'époque des Cent-Jours, et relayant une analyse de Rémusat, Emmanuel de Waresquiel écrit qu'« en déformant, en transformant la mémoire de la Restauration, elle la condamne à terme dans ses représentations comme dans son historiographie ». Déformation, transformation, condamnation : s'agissait-il, alors, de mener à bien cette passionnante et stimulante analyse pour aboutir à ce diagnostic ? « Il n'y a pas de fatalité de la mémoire », poursuit l'auteur. Cela semble renforcer le propos initial qui, dès l'introduction, pointait la « malédiction un peu simpliste » du nom porté par la Restauration. On adhère avec enthousiasme à la volonté de relecture de la Restauration suggérée par Emmanuel de Waresquiel – la période n'est effectivement pas cette époque un peu atone que l'on qualifie parfois de « moment anglais », pas plus qu'elle n'est un retour à l'Ancien Régime. Mais il n'est nul besoin, au milieu de concepts relevant de l'histoire ou d'autres

sciences sociales habilement confrontées, de laisser entendre que l'entreprise reposait sur une sorte de regret, et se voulait, plus qu'une réévaluation, une sorte de réhabilitation. La Restauration, pas plus que la monarchie de Juillet, la Seconde République ou le Second Empire, n'est victime d'une fatalité de la mémoire. Elle est le jeu, permanent, d'une réécriture constante de l'histoire, discipline qui se refuse à la fixation durable d'une vulgate. Ce livre y participe en grande et bonne partie. Disons pour conclure que nous ne sommes pas sûr d'avoir entièrement saisi le sens de l'affirmation suivante : « Parce que l'enjeu de la Restauration s'est situé du côté de la maîtrise de la Révolution, le passé de la Révolution, en submergeant le présent de la Restauration, lui a donné cette couleur particulière, sans nuances ni reflets, d'un temps de la réaction, au risque d'oublier le temps de la contradiction qui est celui de l'Histoire à l'œuvre ». Il resterait à démontrer que telle est encore l'image unique de la Restauration – temps de réaction, sans nuances ni reflets – malgré les travaux de Guillaume de Bertier de Sauvigny et de quelques autres qui ont eu à cœur d'historiciser, avec nuances et reflets justement, cette période. Mais il est vrai que la question posée par Emmanuel de Waresquiel dépasse le seul cas de la Restauration et nous interpelle – ce « nous » renvoie essentiellement à ceux qui privilégient une époque, à commencer par la Deuxième République – sur la question de l'empathie du chercheur avec l'objet de ses recherches. Entre nécessaire révision et tentation de réhabilitation, la frontière n'est pas toujours marquée, sauf quand le but est clairement avoué.

Jean-Claude CARON

John MERRIMAN, *Police Stories. Building the French State, 1815-1851*, Oxford, Oxford University Press, 2006, 254 p. ISBN : 0-19-507253-7. 55 livres sterling.

Tandis que les travaux sur la police se multiplient, comme en témoigne le récent ouvrage publié aux Presses universitaires de Rennes sous la direction de Vincent Milliot et intitulé *Les Mémoires policiers (1750-1850). Écritures et pratiques policières du Siècle des Lumières au Second Empire* (2006), et que les thèses sur la construction de l'État au début du XIX<sup>e</sup> siècle viennent en soutenance, à l'instar du beau travail de Fabien Gaveau sur les gardes champêtres soutenu à Dijon en 2005, John Merriman, qui connaît si bien la France urbaine du XIX<sup>e</sup> siècle, offre aux lecteurs une histoire fourmillant de petits faits, d'informations quotidiennes, de renseignements sur la vie ordinaire des commissaires de police, de précisions sur les missions qui leur sont dévolues. Il restitue leurs aspirations, leurs trajectoires, leurs conceptions de la pratique policière. Il donne également de nombreux éclairages sur les rivalités de pouvoir, entre le maire, le préfet, le sous-préfet, le pouvoir local